

LES CHIFFRES DU MOIS

Plus de **65 000 Rohingya**
se sont réfugiés au Bangladesh
depuis le 9 octobre 2016



Le gouvernement a organisé le
retour à Rangoun de
17 anciens réfugiés
qui se trouvaient en Thaïlande

En raison des conflits dans les
Etats Shan et Kachin,
15 000 personnes
se sont réfugiés en Chine au mois
de Décembre 2016



LES ÉVÉNEMENTS CLEFS DU MOIS

Une loi qui dissuade les femmes de divorcer. Le système légal birman est un amalgame entre les lois traditionnelles, les règles statutaires et les décisions judiciaires. Les lois traditionnelles comprennent les coutumes des différents groupes ethniques ainsi que les lois birmanes bouddhistes et indoues. Alors, la loi varie en fonction des codes respectifs. La fondatrice de l'Organisation des femmes Kuki pour les droits humains rappelle que selon leurs codes et donc selon la loi, si une femme souhaite divorcer en raison des abus de son mari, elle peut partir mais son mari obtiendra toujours la garde des enfants, leur maison ainsi que le patrimoine familial. D'autre part, aucune loi ne protège les femmes des violences conjugales et il n'y a aucun progrès qui est fait à ce sujet.



Des formations sur les conflits armés. Le Comité International de la Croix Rouge (CICR) a récemment proposé des formations sur les conflits armés à des leaders militaires de la Karen National Liberation Army (KNLA), sous le contrôle de la l'Union Nationale Karen. Le principal objectif était de fournir des outils pour protéger les civils pendant les combats, traiter les prisonniers de guerre ainsi que sur la connaissance des lois internationales.

Un rapport d'enquête sur la question Rohingya. L'ONG Amnesty International a publié un rapport d'enquête le 19 décembre 2016, basé sur des témoignages recueillis auprès de réfugiés Rohingya au Bangladesh, évoquant les homicides, violences sexuelles, incendies, arrestations arbitraires. Le rapport dénonce les violences que subit la minorité musulmane des Rohingya de la part des forces armées gouvernementales et considère que ces violations des droits de l'homme pourraient être constitutives de crimes contre l'humanité.



Une marche pour la paix. Des activistes pour la paix se sont réunis à Rangoun pour une marche de « drapeaux blancs » appelant à la fin des conflits armés le 6 décembre 2016. L'un des organisateurs du projet, Ko Myat Kyaw, précise le message symbolique des drapeaux blancs, utilisés lors des guerres à travers le monde quand les deux côtés souhaitent se parler ou arrêter momentanément les combats. Une autre personne qui a participé à l'organisation de ce projet rappelle que le gouvernement a la responsabilité de mettre fin aux conflits.

Halte aux projets irresponsables. Le Burma Rivers Network (BRN) a appelé à une halte des projets de barrages hydroélectriques, des zones économiques spéciales et à l'extraction des ressources dans les zones ethniques, ou les conflits font rages, jusqu'à ce que les parties prenantes aient atteint un accord de paix et fédéral. Le documentaire lancé par BRN « La voix des damnés » montre que les projets de barrages ont affecté le mode de vie des populations locales et la sécurité, et ont détruit des milliers d'habitations, d'histoire culturelle et d'écosystèmes.



Une loi sur les salaires minimums qui met en difficulté les travailleurs. Un nouveau rapport de Progressive Voice sur l'état des industries textiles montre que la loi sur le salaire minimum de 2015 entraîne des impacts négatifs sur l'environnement des travailleurs. Pour un grand nombre de travailleurs, le salaire minimum de 3600 kyats par jour (soit 2,50 euros) ne permet toujours pas de subvenir à leurs besoins. Le rapport démontre également que de nombreux travailleurs réalisent des heures supplémentaires non rémunérés, et souffrent d'une forte pression de la part des dirigeants des usines. Presque tous les travailleurs enquêtés ont confirmé qu'ils recevaient le salaire minimum, mais 61% ont rapporté des conditions de travail plus difficiles. De plus, le salaire minimum est également devenu le salaire maximum : il s'agit du plus haut salaire que les travailleurs puissent espérer en venant travailler en usine.

L'alliance du nord qualifiée de « terroristes ». Le parlement de l'État Shan, à travers un vote de 63 députés sur 106, a voté en faveur d'une proposition pour qualifier de « terroristes » les quatre groupes ethniques armés de l'Alliance du nord (l'Arakan Army, la Kachin Independence Army, la Myanmar National Democratic Alliance Army et la Ta'ang National Liberation Army). Cette appellation a été refusée par les signataires de l'Accord national de Cessez-le-feu et dénoncée par l'UNFC. Le Parlement régional de l'État Shan est composé d'une majorité de députés du parti pro-militaire de l'USDP.

Conflits dans l'État Chin. Une attaque du groupe ethnique armé de l'Arakan Army a été dénoncée par le porte-parole. Elle a provoqué la mort de 10 soldats de l'armée et le déplacement de 200 personnes pour fuir ces affrontements.

La société civile appelle à l'arrêt des projets charbonniers et de barrages hydroélectriques. Une coalition de 422 organisations, dont Info Birmanie, a appelé le gouvernement à arrêter tous les projets de charbon et de grands barrages hydroélectriques, dénonçant de nombreux impacts négatifs sur les communautés locales. Aung Myint, de l'Association Birmane pour les Énergies Renouvelables, rappelle que l'énergie et les plans de développement sont basés sur l'exploitation du charbon et les barrages hydroélectriques destructeurs, ce qui entraîne des dégradations environnementales, des tensions communautaires et alimentent les conflits ethniques.



De nouveaux différends sur d'anciens cas d'accaparement de terres dans l'État Kachin. Le Réseau de Paysans de l'État Kachin rappelle que les litiges remontent aux années 1990, lorsque l'armée a confisqué 500 acres à Phang Meti et d'autres villages environnants pour une base qui n'a jamais été construite. Les licences fournies par l'armée à des entreprises sont restées dormantes pendant des années, mais la problématique refait surface aujourd'hui. Il ne s'agit pas d'un cas isolé mais représentatif d'accaparements de terre massifs qui se sont déroulés sous le régime militaire. Le droit à la terre, ainsi que la paix et la transition démocratique, sont les demandes majeures du peuple birman qui espère que la Ligue Nationale pour la Démocratie traite ces questions le plus rapidement possible.

AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE

LES FOCUS DU MOIS

L' ARMÉE BIRMANE CONTINUE SES OPÉRATIONS EN TOUTE IMPUNITÉ DANS L'ÉTAT D'ARAKAN

Une répression longue et violente

La minorité musulmane des Rohingya est l'une des plus persécutées au monde selon l'ONU et est apatride depuis 1982. Depuis le 9 octobre, l'armée birmane – la Tatmadaw – mène une vaste opération de répression à son égard, sous couvert de lutte contre le terrorisme. Les militaires sont accusés de nombreuses exactions : meurtres extrajudiciaires, arrestations arbitraires, cas de tortures, violences sexuelles, incendies d'habitations et de commerces Rohingya.

Selon l'Organisation Internationale des Migrations (OIM), plus de 34 000 personnes auraient réussi à traverser la frontière pour se réfugier au Bangladesh au cours de ces deux derniers mois. De nombreux déplacés internes se sont également réfugiés là où ils le pouvaient, en Birmanie. Il est très difficile d'obtenir des chiffres fiables, et il est fort probable que le nombre de déplacés soit en réalité bien plus élevé que celui annoncé. D'autre part, plus de 500 suspects ont été arrêtés par l'armée et certains d'entre eux sont morts en détention. Human Right Watch a publié un rapport, évaluant le nombre de structures incendiées à près de 1500 alors que le gouvernement et l'armée accusent les Rohingya de brûler eux-mêmes leurs propres maisons pour mettre en doute les opérations militaires. Aujourd'hui, de nombreux villages restent vides après le passage de la Tatmadaw, malgré la déclaration des autorités annonçant que les villageois qui n'étaient pas liés aux attaques pouvaient « reprendre une vie normale ». De nombreuses personnes ont fui les violences. Aujourd'hui, elles ont peur de retourner dans leur village après les opérations conduites par l'armée, qui continue d'agir en toute impunité.

L'accès humanitaire reste restreint malgré les nombreux appels à le rouvrir de toute urgence. Pourtant, de nombreux civils nécessitent une assistance alimentaire et médicale. Plus de 130 000 personnes bénéficiaient d'une aide alimentaire avant le début des opérations.

Les violences sexuelles lors des opérations militaires

Plusieurs organisations, dont l'ONU, ont recueilli de nombreux récits de viols. Les organisations IRIN et Fortify Rights viennent de réaliser un voyage de recherche au Bangladesh afin d'interviewer les victimes et de croiser les témoignages avec, entre autres, les déclarations des leaders de villages partagées par la commission d'enquête formée par le gouvernement. Les récits racontent des viols de la part des militaires, lorsque l'armée passait pour ses opérations dans les villages. Un médecin qui travaille dans des camps de réfugiés au Bangladesh a déclaré qu'il avait traité 13 femmes victimes de viols au cours des deux derniers mois seulement, selon Fortify Rights.

Les preuves que ces organisations ont pu accumuler sur certains cas suggèrent la tendance généralisée des abus sexuels commis par les militaires birmans. Les violences sexuelles faites aux femmes dans le nord de l'Etat d'Arakan sont effroyables mais ne sont pas surprenantes. En effet, l'armée birmane possède une longue histoire, bien documentée, de violences sexuelles.

Malgré les accusations portées par des groupes de droits humains, le gouvernement civil et la Tatmadaw démentent. La porte-parole du Ministère des Affaires Étrangères a annoncé : « La plupart de ces histoires sont inventées, complètement démesurées ».



L'indifférence du gouvernement civil birman

Alors que l'armée est accusée de nombreuses violations de droits de l'Homme, les réactions du gouvernement civil sont aberrantes. Les autorités centrales nient, et le gouvernement continue de publier des déclarations, assurant que la Tatmadaw n'a pas outrepassée la loi, et accusant la communauté internationale de faire pression de manière injuste en se basant sur de fausses allégations.

Avec l'arrivée au pouvoir du parti historique de l'opposition, mené par Aung San Suu Kyi – prix Nobel de la paix –, personne ne s'attendait à tant d'indifférence face à une crise d'une telle ampleur, qui met en danger la vie de milliers de personnes. La seule réponse du gouvernement de la Ligue Nationale pour la Démocratie a été la mise en place d'une enquête nationale, composée de certains proches de l'armée ou anciens militaires, dont les premières conclusions ont été que l'armée avait agi selon les lois en vigueur en Birmanie. Pourtant, l'ONU, ainsi que plusieurs pays, ont appelé à la réalisation d'une enquête internationale et indépendante sur les abus dont est accusée l'armée birmane. D'autre part, afin de répondre aux pressions internationales dénonçant que les seules informations disponibles émanaient des militaires, une visite éclair de trois jours, regroupant 13 membres de la presse, a été organisée dans certaines zones.

Ce qui est mis en place par le gouvernement est loin d'être suffisant. Pire, ces agissements légitiment la présence de l'armée birmane au sein du gouvernement.

Un problème régional ?

Le 19 décembre 2016, les ministres des Affaires Étrangères des dix États membres de l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN) se sont réunis à Nay Pyi Daw pour aborder la question Rohingya. Cette rencontre a eu lieu suite aux pressions exercées par la Malaisie, soutenue par l'Indonésie, alors que l'ASEAN est connue pour son strict respect de la souveraineté nationale. Le Premier Ministre malaisien n'avait pas hésité à condamner, publiquement, la politique birmane vis-à-vis des Rohingya, enjoignant Aung San Suu Kyi

à agir afin de « mettre un terme au génocide des Rohingya ».

Malheureusement, les ministres n'ont pas réussi à tomber d'accord ni sur le rôle que pourrait avoir l'ASEAN, ni sur des actions que l'ASEAN aurait pu entreprendre. Aung San Suu Kyi, présente en tant que ministre des Affaires Étrangères de Birmanie, a assuré que l'accès humanitaire serait rouvert, mais est resté vague sur la date ainsi que sur le soutien que pourrait apporter l'ASEAN.

La position difficile du Bangladesh

Avec plus de 34 000 réfugiés, en grande majorité Rohingya, le Bangladesh a refusé d'ouvrir officiellement ses frontières malgré les demandes de l'ONU. Avant ces nouvelles arrivées, le pays accueillait déjà 32 000 réfugiés officiellement enregistrés, et jusqu'à 500 000 Rohingya non enregistrés qui auraient franchi la frontière depuis les années 70, fuyant les opérations militaires birmanes ou les violences telles qu'en 2012. Le Bangladesh reste également réservé quant à permettre aux organisations humanitaires d'accroître leur implication dans la crise, craignant d'encourager plus de Rohingya à traverser la frontière depuis la Birmanie. Les camps sont pleins, de nombreuses personnes se retrouvent obligées de camper dans la forêt, et les plus chanceux sont accueillis dans des villages.



Alors que les opérations de l'armée durent depuis plus de deux mois et demi, l'accès humanitaire reste restreint et l'enquête mise en place par le gouvernement est loin d'être indépendante. Les déclarations gouvernementales laissent présager le pire. Ces actes légitiment la présence de l'armée qui s'érige en tant que protectrice des populations contre le terrorisme. Les discriminations à l'égard des Rohingya ne datent pas d'hier, mais alors que la transition démocratique est en cours, il est crucial que le gouvernement civil fasse face à cette question de mettre en place de véritables politiques pour lutter contre les discours de haine, et pour que cette minorité soit reconnue et protégée.

APPEL URGENT : LA SITUATION EST GRAVE DANS LES ÉTATS SHAN ET KACHIN

Info Birmanie soutient les 152 organisations signataires de cet appel urgent datant du 20 décembre 2016, appelant à l'arrêt immédiat des offensives de l'armée birmane – la Tatmadaw – dans le Nord-Est du pays, et à l'action du gouvernement civil. Elles appellent également au soutien de la communauté internationale, de toute urgence.

Les organisations de la société civile et les organisations de foi ont émis un appel urgent à propos de la crise au Myanmar qui s'aggrave. Il est temps pour le gouvernement et la communauté internationale de cesser de traiter la répression ethnique comme une exception et de la voir comme les exemples des profonds défis auquel fait face le Myanmar.

En tant que leader des organisations de la société civile et des organisations de foi dans les États Shan et Kachin, nous appelons le gouvernement de la Ligue Nationale pour la Démocratie à agir de toute urgence afin d'arrêter les offensives militaires, de protéger les déplacés internes (IDP) et les citoyens locaux dont les vies sont gravement menacées, et de prioriser la concrétisation de la paix nationale promise lors de la prise de fonction du nouveau gouvernement. À une époque où tout le monde recherche la paix, les forces armées nationales – la Tatmadaw – continuent de mener leurs politiques dans le Nord-Est du pays, qui favorisent les déplacements et la souffrance des communautés locales. Ce n'est pas ce que le peuple désirait ou attendait lorsque la LND a été élu par mandat populaire l'année dernière.

La situation est actuellement extrêmement périlleuse pour les déplacés internes dans l'État Kachin. Dans les guerres modernes, les civils sont souvent les principales victimes des conflits. Malgré les négociations de paix et les promesses concernant un cessez-le-feu national, la Tatmadaw a poursuivi ses opérations militaires contre le poste Gidon – poste stratégique de la Kachin Independence Army (KIA) – pendant plusieurs mois. Pendant les derniers jours, les combats se sont sérieusement intensifiés avec les forces armées qui ont lancé des attaques répétées, notamment via des frappes aériennes et de l'artillerie lourde. Ces offensives affectent les zones civiles, et les obus atterrissent à côté des déplacés internes, traumatisant ceux qui se sont réfugiés dans le camp de Mung Lai Hkyet (WoiChyai). Ils n'ont nulle part où fuir à part à Laiza ou vers la Chine, où de nombreux déplacés et civils ont récemment cherché refuge. Les bombardements aériens récents à Mung Gu, dans le Nord de l'État Shan, ont provoqué de nombreuses victimes au sein des populations civiles, des dommages importants sur les modes de vie locaux, les bâtiments publics et les propriétés des populations civiles ainsi que des déplacements de masse.

Face à tant de souffrance, les populations demandent s'il s'agit réellement de la politique du gouvernement de la LND ? Le silence du gouvernement et de la communauté internationale a été assourdissant. Il y a seulement trois mois, les espoirs étaient élevés après la Conférence pour la paix, connue sous le nom de la Conférence de Panglong pour le XXI^e siècle. Mais depuis lors, les opérations militaires se sont accrues, et le désespoir grandit au sein des minorités ethniques dans plusieurs zones du pays.



Nous appelons, en temps que priorité nationale, à l'arrêt immédiat des offensives militaires ; et à ce que la Conseillère d'État Daw Aung San Suu Kyi rende visite aux communautés déplacées dans l'État Kachin et dans le nord de l'État Shan pour constater par elle-même les conditions extrêmes dans lesquelles elles vivent. C'est le devoir du gouvernement de protéger les vies et les droits de tous. La crise humanitaire est maintenant urgente, et les espoirs en la concrétisation d'un accord de paix sous ce gouvernement diminuent.

Nous appelons également à l'attention de la communauté internationale et à son assistance. Les cinq années précédentes, l'industrie internationale de la paix a négligé la crise qui s'aggravait dans le Nord-Est du pays, concentrant les initiatives de paix à d'autres endroits. Cela a été une erreur majeure et une incompréhension de la crise politique au Myanmar. La transition démocratique et la paix ne seront possible que lorsque ces processus seront inclusifs, et que les droits de tous seront respectés de manière équitable.